

L'isle-en-Dodon. La Trésorerie est maintenue mais la vigilance reste de mise

Service public. Pas de fusion l'Isle-en-Dodon - Boulogne.



Sur le marché

samedi, les usagers se sont montrés très sensibilisés. 400 tracts ont été distribués. Photo DDM, YCS

Comme il y a un an, une délégation de la CGT Impôts-Trésor était présente samedi sur le marché pour sensibiliser la population sur le maintien des trésoreries de l'Isle-en-Dodon et de Boulogne. Au total 400 tracts distribués. L'accueil a été très bon, de nombreuses personnes se sont arrêtées, évoquant la Trésorerie, le service public en général et la mise à mal du milieu rural en Comminges.

Après la création de la Direction Générale de la Fonction Publique voilà un an, le ministre Eric Woerth a annoncé la poursuite des fermetures des petites trésoreries en milieu rural. Le projet de fusion des trésoreries de l'Isle et de Boulogne, projet du TPG de Haute-Garonne, n'a pas été retenu par l'Administration Centrale. Cela voudrait dire que la trésorerie de l'Isle devrait redevenir comme avant, au-delà de la simple permanence.

« Or, le 17 décembre 2008, le TPG nous a indiqué avoir écrit à la Direction Générale pour lui demander d'entériner le projet de fusion des Trésoreries de L'Isle et Boulogne, affirmant même « qu'il avait un stock (de fermetures) à faire passer » explique la délégation.

La menace plane toujours. Alertés, le maire de L'Isle, le conseiller général, les présidents du Sivom et de la communauté de communes avaient écrit le 9 mars dernier au TPG pour exiger le maintien d'une trésorerie de pleine compétence assortie des personnels correspondants. Aucune réponse à ce jour.

« Nous allons maintenir la mobilisation et nous n'écartons aucune forme d'action avec les élus » confie la délégation.

Par rapport à l'an passé, sur le marché, les gens sont beaucoup plus sensibilisés. Une question revient sans cesse : « Qui va m'aider à remplir ma feuille d'impôt ? ».

Les commerçants aussi semblent inquiets. Le Trésor, c'est important pour la vie économique. Avec la disparition des services publics, les gens vont aller s'installer ailleurs.